



Le niveau de montage de ce rapport sur les meurtres de Ngarbuh est impressionnant, mais le problème n'est pas de savoir si Paul Biya en sa qualité de chef des armées doit répondre des erreurs des troupes qu'il dirige - tant l'idée évolue rapidement dans les instances diplomatiques et les maquis de Bruxelles et Paris. Mais il s'agit davantage de s'inquiéter et mieux, s'indigner sur le standard de gouvernance et communicationnel auquel nos gouvernants et notre armée sont soumis.

On en vient à se demander comment tout un ministre de la communication et surtout, tout un ministre d'État, chargé de la défense, peut produire un rapport aussi biaisé sur le comportement de ses troupes sur le terrain - tant on sait comment le corps armée est l'un des plus hiérarchique et discipliné des pays moyens.

Comment est-il possible qu'un adjudant et mieux, un officier, remonte une information aussi biaisée ? En fait, comment est-il possible qu'un adjudant, fût il sur la panique puisse prendre une telle décision, incendier, délibérément et en toute quiétude, des habitations, furent elles, au fond du Cameroun profond ! Et de surcroît étant accompagné des civils, qui eux, vont regagner leur quartier, avec la possibilité de témoigner après.

C'est donc évident ! Tout le communiqué du Secrétariat général à la Présidence de la République manque de cohérence y compris le niveau hiérarchique auquel remonte les

responsabilités. Ce communiqué dit que les éléments des groupes de vigilance ayant participé aux opérations sont recherchés. Ça ne sent pas bon. Ils devraient pourtant être bien identifiés et ce n'est pas les retrouver qui peut dépasser notre service de renseignement. Tout est flou et trace une volonté manifeste de protéger quelques corps, probablement, plus importants dans la hiérarchie du ministère de la défense et/ou de la Délégation Général à la Sûreté Nationale.

Le rapport dit, c'est une paraphrase : « Après avoir abattu les 5 sessionnistes qui s'y trouvaient, l'adjudant présent s'est rendu compte que son opération avait également ôté la vie à des civils. « paniqué, il a décidé d'incendier les habitations » pour brouiller les pistes. » Non non ! Ça ne tient pas !

Si effectivement, la zone était reconnue comme dangereuse et emprise aux sessionnistes comme le reconnaît le rapport de la Présidence de la République, cela signifie que les civils décédés pendant l'opération militaire devaient simplement être considérés comme des dégâts collatéraux. L'adjudant sur le terrain devait simplement remonter l'information et l'État devait prendre les mesures d'indemnisation requises pour leur famille. Autrement dit, cet adjudant n'avait pas besoin d'incendier les domiciles. Le montage est très fébrile et personne d'assez clairvoyant ne peut y croire.

En fait, à lire ce rapport, des esprits neutres penseraient plus tôt ceci :

1. La zone était dangereuse. Oui. Car les sessionnistes y avaient élus domicile et base.
2. L'officier a lancé une opération sur le terrain hostile. Après les combats, dans le début de la matinée (4h). Le combat était rude. Voulant retourner à la base militaire, ils ont préféré incendier les domiciles pour quadrer l'espace et tuer tout les sessionnistes qui sortiraient.
3. Malheureusement, parmi ces domiciles, il y avait ceux des civils qui dormaient (4h) et dont le feu a dû surprendre, notamment beaucoup d'enfants.
4. Les parents tentant de sauver les enfants y ont également péri dans les flammes.
5. les militaires ont fait le constat. Et sont retournés à la base. Ils ont préparé un rapport biaisé qu'ils ont fait remonter. Sûres d'eux qu'ils seront protégés par leurs chefs hiérarchiques.
6. le comité de vigilance et les riverains présents dans les environs ont également fait le constat. Ce sont eux qui ont fait les divers témoignages chez les ONG et médias.
7. L'histoire enflamme la communauté internationale. Paul Biya déjà en mal, décide de se dédouaner. Il demande que toute la lumière soit faite. Sauf que certains corps plus impliqués dans la hiérarchie militaire décident de se protéger et de sacrifier les autres.

Merci. César Tchoffo.

Demandons que toute la lumière soit faite.

#COVID19 Respectons les mesures barrières.